

« L'Afrique : les enjeux multiples du continent »

Alain Dubresson, Géraud Magrin, Laurent Carroué et Catherine Biaggi
29/09/2017 - FIG

Prise de parole de Catherine Biaggi :

Le mouvement de fond de cette conférence pour cerner les enjeux du développement en Afrique s'organise en 3 thèmes : la transition démographique, la transition urbaine, et les partenariats internationaux. Durant la conférence, l'approche est préférée en 3 grandes aires ou ensembles régionaux : L'Afrique de l'Ouest et le Sahara, l'Afrique Australe et l'Afrique Orientale, pour dépasser la version unifiée de l'Afrique pour parler d'Afriques. Cette conférence fait aussi la part belle aux changements d'échelle pour saisir les phénomènes.

Prise de parole de Laurent Carroué :

Géraud Magrin est un géographe qui enseigne à Paris 1 et qui a travaillé sur les firmes transnationales mais aussi la Centre-Afrique, le Sénégal, la Mauritanie ou encore le lac Tchad, il a notamment écrit *Voyage en Afrique rentière* en 2013.

I/ LA TRANSITION DEMOGRAPHIQUE EN AFRIQUE

Il faut faire attention à la fausseté des chiffres et à l'inflation statistique. En effet, ceux-ci collent peu à la réalité car les Etats n'ont souvent pas les moyens de faire des statistiques justes, c'est le cas des données disponibles pour la transition démographique.

La transition démographique est un concept peu ou mal maîtrisé en géohistoire, mais surtout un concept en question. Au XIXe siècle une Europe impériale partait à la conquête du monde tandis que des progrès sanitaires et sociaux s'opéraient sur leur territoire. Des Européens sont aussi partis lors de leur transition démographique à l'étranger. Les Africains sont aujourd'hui confrontés à cette explosion démographique mais le processus de conquête du monde est interdit contrairement au passé de l'Europe. Donc cela pose les questions du développement économique et social de l'Afrique face à cet interdit migratoire, et face à l'obligation de rester pour les Africains et de régler leurs problèmes internes.

En 2015, il y a 1,1 milliard d'habitants en Afrique, mais en 2050 les projections sont à plus de 2,5 milliards ! Donc en une génération, cela fait 1,2 milliard supplémentaire d'habitants à accueillir, soit une population multipliée par 105% ! L'indice de fécondité reste l'une des plus élevés du monde et 45% de la population a moins de 15ans selon l'INED. On est là face à des enjeux considérables avec tout d'abord la question des ressources, de la croissance, du développement et du mal-développement surtout en matière de besoins, deuxièmement la question des mobilités et des migrations et enfin la question des tensions et des crises.

Prise de parole de Géraud Magrin :

L'historien britannique John Emerich (?) considère que **la démographie est la clef de lecture principale** de l'histoire de l'Afrique, et G. Magrin rajoute que c'est aussi la base principale pour son étude en géographie. Qu'est ce que la transition démographique ? Une baisse décalée de la mortalité et de la natalité. L'Afrique est tardivement rentrée dans cette transition, elle en est à la fin de la phase 1 car la mortalité a baissé mais dans des proportions limitées et la fécondité commence à diminuer mais avec des très grandes disparités selon les lieux : L'Afrique du Nord et Australe ont une transition démographique quasiment achevée. Il existe aussi de grosses disparités au sein d'ensembles régionaux comme l'Afrique de l'Ouest entre le Niger où il y a en moyenne 7,6 enfants par femme et le Ghana à 4,2 enfants pour l'indice de fécondité. Au Sénégal on retrouve cette différence très importante entre les milieux ruraux et les milieux urbains. Et même à l'intérieur des villes existe une forte ségrégation socio spatiale, entre certains quartiers, par exemple dans la ville de Saint Louis avec le quartier des pêcheurs qui comptabilise peu

de scolarisation des enfants partant très tôt sur des pirogues pour gagner leur vie dans un espace marqué par un fort taux de fécondité, alors que le reste de la ville comptabilise le taux de scolarisation le plus élevé du pays et a des taux de fécondité de l'ordre de 4 donc d'une transition démographique bien avancée.

Quelles sont les conséquences de cette poussée démographique ?

La poussée démographique maximum de l'Afrique a eu lieu au plus mauvais moment, c'est-à-dire à l'été des décennies 1980/1990 dans une période de crise économique profonde en Afrique qui a été accompagnée de plans d'ajustements structurels et de tutelles internationales pour les Etats. Celles-ci ont impulsé un souffle de démocratisation après la chute du mur de Berlin et les revendications nationales africaines. Le nombre des inactifs par rapport aux actifs étaient alors particulièrement élevé (1 pour 1, un record surtout marqué par les moins de 15ans pour ces inactifs !) Normalement la croissance de moins en moins élevée de la démographie s'accompagne d'un dividende démographique d'autant plus marqué que le ralentissement de la fécondité est rapide (comme en Ethiopie contrairement au Burkina Faso), permettant ainsi une remontée du nombre d'actifs sur les inactifs.

Le dividende démographique est-il pour autant une solution au problème des inactifs en Afrique ?

La réduction drastique de la fécondité avait déjà permis à la Chine par la politique de l'enfant unique de réduire son nombre d'inactifs par exemple et de contribuer à l'émergence du pays. Cependant en Afrique, le nombre d'entrants sur le marché du travail est considérable du fait de la structure de la pyramide des âges. 22 millions de jeunes africains (+de 15ans) rentrent chaque année sur le marché du travail, avec par exemple pour l'Ethiopie 2 millions de jeunes qui cherchent à se faire une place dans le monde du travail par an. Le défi majeur réside donc dans le fait de créer des emplois pour cette jeunesse nombreuse et peu scolarisée, de leur fournir un avenir, au **risque d'accentuer des violences multiformes**. En effet cette jeunesse peut souvent rejoindre des mouvements rebelles dans les conflits et sert de petite main dans des trafics qui se multiplient dans le Sahara car ils représentent une possibilité d'enrichissement rapide !

En Afrique orientale c'est surtout un nombre considérable de jeunes ruraux qui veulent rentrer sur le marché du travail. Cette situation rentre en résonance avec le **débat sur les politiques agricoles**. Dans la réalité, c'est difficile de trouver autant de terres disponibles africaines qu'on peut le soutenir (c'est-à-dire non mises en valeur), surtout quand on reconsidère ce qu'est la jachère et le pastoralisme avec des terres mises en commun. Cependant ce discours d'une certaine disponibilité des terres africaines est maintenu par les politiques pour légitimer et encourager les investissements fonciers à grande échelle et le **landgrabbing**. C'est particulièrement prégnant en Afrique de l'Est entre l'Ethiopie, le Mozambique, la RDC ou la Tanzanie alors qu'on y retrouve une jeunesse rurale qui a besoin de trouver un emploi !

De plus ces schémas agricoles basés sur des investissements extérieurs reposent souvent sur de très grandes exploitations mécanisées. Or, qui dit mécanisation dit exclusion du marché agricole pour les jeunes, au détriment de l'agriculture familiale. Cela limite l'accès des ruraux aux terres agricoles. Le dessein est pourtant d'étendre de plus en plus les superficies cultivées sur un mode extensif en Afrique. Or ce système se retrouve dans une impasse, comme le prouve une expression burkinabaise : « La terre est finie ». Avec la croissance démographique actuelle, ce **modèle extensif n'est plus possible ; il faut trouver des moyens d'intensifier la production agricole, pour nourrir les gens, avec une politique agricole qui intensifierait aussi la main d'œuvre**. Or l'Afrique ne peut pas reprendre le modèle de la révolution industrielle européenne et la soupape migratoire vers l'Amérique par exemple ! Elle doit inventer d'autres modèles, plus progressifs, qui reposent sur un emploi agricole et rural autour de l'agriculture familiale.

II/ LA QUESTION UBAINE EN AFRIQUE

Prise de parole de Catherine Biaaggi :

Cet été un article du Monde qui s'intitulait « l'Afrique en ville » de Tanger à Kinshasa, reportage, mettait en relief l'évolution urbaine de l'Afrique sous forme d'alerte avec le chiffre d' « 1 milliard de citadin en 2040 : l'Afrique est elle prête ? » On y oscille donc entre le catastrophisme et des formes de modernité lorsqu'on parle de ville

africaine. Comment les faits urbains d'urbanisation par le bas, de métropole, de métropolisation, d'étalement, de fragmentation et d'articulation des villes et des territoires fonctionnent-ils en Afrique ?

Prise de parole de Gérard Magrin :

Il n'y a pas que les médias qui se préoccupent de la question urbaine... Il n'y a qu'à voir les deux dernières publications de l'OCDE et de la commission économique pour l'Afrique des Nations Unies où on voit que la question de la ville, du rapport entre industrialisation et urbanisation ou de la transformation structurelle de l'économie africaine redevient une question fondamentale pour les institutions africaines.

C'est en Afrique que le gain mondial de nouveaux citoyens sera sans doute le plus important au monde. On attend 830 millions de citoyens en plus de 2015 à 2050 en Afrique. La population urbaine en Afrique sera plus importante que partout ailleurs à terme ! Défi du nombre donc mais aussi défi qualitatif en quelque sorte.

A/ Le défi de l'habitat

Le défi de l'habitat combine à la fois la tenure du sol, le logement et les services de proximité. Il ne faut pas réduire le problème de l'habitat au problème du logement car l'habitus ce n'est pas seulement loger mais avoir accès à des services et une tenure foncière qu'il faut souvent défendre.

Après l'indépendance, les Etats africains ont reproduit les principes exogènes de l'urbanisme colonial. Celui-ci était surtout « un urbanisme de statut » : à chaque statut une place dans la ville. On a donc un urbanisme de plan avec une division sociale de l'espace urbain exacerbé comme sous l'apartheid, institutionnalisation de la ville racialisée.

Les Etats indépendants ont apporté quelques retouches à cet urbanisme de plan, cela a développé quelques fragments de modernité dans certains centres-villes et cela a un peu complexifié l'organisation urbaine avec les politiques de logement social par exemple au Sénégal ou en Côte d'Ivoire mais finalement cela va exclure le plus grand nombre. Face à cette situation d'exclusion, la réponse va être un développement très rapide d'une ville parallèle, illégale mais aussi moderne dont l'archétype est Kinshasa où 90% de la superficie urbanisée correspond à cette ville parallèle.

L'accès au sol a été réglé par des systèmes fonciers hybrides, entre légalité et pratiques coutumières. Comme on le voit à Kigali la capitale du Rwanda, jusqu'aux années 1970, la majorité du bâti précaire était « en dur » et jouxtait des tours. Entre les 2, les Etats et les bailleurs de fond ont louvoyé entre des politiques de « laissez faire », comme dans l'ex Zaïre RDC, ou on fait de « l'urbanisme du bulldozer » (Philippe Héring) en détruisant comme en Afrique de l'Ouest.

On peut donner l'exemple d'un ancien « bidonville » (G. Magrin n'aime pas beaucoup ce terme inventé à Casablanca) ou habitat précaire restructuré comme à El Mina à Nouakchott, où on commence à tracer une voirie avec des réseaux tout le long, puis une viabilisation de la tenue du sol et du coup on pense que au fur et à mesure on va tendre vers les normes de la modernité.

Un autre exemple réside à Tunis avec la Banque mondiale ou en Zambie qui représente un véritable laboratoire urbain ou aussi en Côte d'Ivoire. On passe donc de l'urbanisme de plan à celui de projet, avec maintenant une gouvernance un peu plus stratégique mais cela n'a pas réglé les problèmes !

Le sous équipement est généralisé et surtout dans les quartiers anciens il y a de très grandes dégradations. On parle même de crise des médinas dans les villes d'Afrique du Nord et de développement de « slums » à Soweto (habitat de baraque ou de tôles). Comme on a de plus un retrait de l'Etat et une financiarisation internationale du marché immobilier, cela conduit à une fragmentation gestionnaire et à l'isolement spatial des plus pauvres et l'enfermement des plus riches. Le géographe sénégalais Chergey estime donc qu'il faut réinventer la ville africaine en s'appuyant sur le savoir-faire des citoyens et des politiques publiques qui sont tournées vers la ville pour tous.

Prise de parole d'Alain Dubresson :

B/Le poids considérable de l'informel et la question du rôle de la ville dans le développement économique.

Mis à part l'arc du cuivre de la RDC à la Zambie et quelques autres exemples en Afrique du Sud, il existe peu de rapport entre industrialisation et urbanisation. Les emplois dans l'artisanat et le petit commerce représentent une grande partie des emplois au Rwanda, au Kenya ou en Egypte au contraire de l'île Maurice ou de l'Afrique du Sud. On a vraiment un repli sur les petites activités commerciales (Gare routière et marché d'Accra au Ghana) qui a aiguisé les accès aux ressources. Comme les jeunes sont de plus en plus nombreux sur le marché du travail, cela s'est traduit par des hostilités et violences entre les allochtones et les autochtones. Problème aussi pour ceux qui se sont repliés sur l'agriculture vivrière intra-urbaine ou périurbaine où là on retrouve les conflits fonciers. Par exemple en Côte d'Ivoire frénésie de mise en valeur des bas fonds avec violence entre étranger et natifs.

On peut se demander si le cycle de croissance a inversé cela ?

- Le côté positif c'est l'émergence d'une nouvelle couche moyenne et deuxièmement les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont été réappropriées par l'informel : on peut faire des imprimantes 3d et des portables sans avoir besoin de les importer de Chine ou de Dubaï. Et puis surtout dans le cycle de croissance on a un afflux des investissements étrangers dans les infrastructures urbaines.
- Le côté négatif c'est que la demande des classes moyennes a sans doute été fournie par des importations parce que le formel avait tout de même des limites techniques. Et puis le nouveau marché du travail formel est inaccessible pour les jeunes et les plus pauvres. Certes les IDE ont développé des infrastructures, mais surtout des îlots d'économie globale, ou « Glocal Space » avec des Moals, des fragments de High Tech mais emmurés et isolés du reste de la ville donc qui accentuent la fragmentation.

C/ Les défis de l'impulsion du développement à l'échelle nationale ou supranationale.

Visionnage d'un Article sur « l'évolution de l'agriculture en Afrique passe par la téléphone mobile » avec l'image d'un agriculteur kenyan qui regarde sur son portable s'il peut exporter ses produits ou pas ! Ca prouve qu'il y a déjà des réseaux marchands et des liens très importants qui existent entre les villes et les campagnes. Jean-Louis Challer parle de « vivrier marchand » comme moyen de transformer les campagnes. On a donc un acteur d'entraînement par les marchés alimentaires urbains mais aussi par les circuits souples et réactifs des campagnes. Enfin il faut savoir que les frontières sont aussi très travaillées comme celles poreuses du Nigéria.

On a aussi un problème majeur qui est celui de la métropolisation, surtout dans la régionalisation compétitive. En effet, la métropolisation en Afrique est accompagnée d'inégalités territoriales croissantes. Par exemple à Tanger au Maroc il y a l'usine Renault, le port et la LGV ! Et à côté il y a Casablanca où il faut 2h pour en sortir en voiture ! Il ne faut donc pas s'étonner de la révolte du rif car on a l'impression qu'on change de pays entre ces 2 villes.

Quel système de villes africaines est à la fois connecté au monde et facteur de développement en Afrique ?

On peut chercher du côté du Golfe de Guinée entre Abidjan, Accra et Lagos où on voit apparaître un certain continuum ruralo-urbain, pas des desakotas, mais des imbrications ville-campagnes avec des bourgs : on ne sait pas comment l'appeler.

On peut aussi s'interroger sur la conurbation au Kenya autour de Nairobi et de Kisumu dans l'Ouest qui ne sont pas qu'un étalement simple de grandes villes mais des petites villes qui participent à cet ensemble. Bernard Callas à Bordeaux a étudié cette péri-métropolisation à l'africaine au Kenya.

Questions du public

- **Quels impacts ont les ONG qui agissent sur le planning familial ?**

- ⇒ Politique précoce au Kenya ou Ghana, mais ailleurs tabou et forte opposition musulmane ou chrétienne. Ce qui fait diminuer une fécondité c'est un ensemble de transformations sociale et démographique, cela va avec la scolarisation des filles, avec le faire en sorte que les classes moyennes consomment mieux, d'améliorer l'accès au travail, d'investir dans les enfants donc en avoir moins car ça coûte cher, c'est lié aussi à l'augmentation des coûts des logements dans les grandes métropoles et à l'urbanisation. Les politiques de population ne suffisent cependant pas, car dès les années 1970, au Kenya, ces politiques ont été mises en place et pas directement liées car c'est seulement récemment que les indices de fécondité ont fléchi, ce qui montre les fortes inerties de ces pratiques démographiques.

L'engagement à la base est très importants pour changer les choses, on le voit avec le combat sur le statut de la femme qui n'est encore pas gagné (voir actualité Maroc).

- **Comment faire pour atteindre le dividende démographique ? Outils de planification urbaine efficaces ?**

- ⇒ Le dividende démographique marchera à condition que l'économie arrive à proposer des emplois pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail. C'est un ensemble de transformations de la société et de l'économie qui vont permettre l'accélération de la baisse de la fécondité, avec aussi des politiques d'éducation et une urbanisation qui s'accélérerait dans des conditions de fournitures de biens publics acceptables qui permettraient des améliorations en termes de santé, de scolarisation, du travail pour les femmes... Un problème réside aussi dans comment les pays investissent leurs ressources, comme au Niger.
- ⇒ En ce qui concerne la planification urbaine : elle est inappliquée (comme dans l'ex-Zaïre) ou inapplicable (car fondements inadaptés à la rapidité de la croissance urbaine, de l'étalement et aussi aux modes d'habitats). Il faut tendre vers l'urbanisme partagé ou coopératif : les décisions ne doivent pas être que prises d'en haut, mais négociée par concentration avec les populations. Donnons l'exemple du Bénin où il y avait un problème avec le cadastrage et où on a inventé un inventaire foncier urbain avec les citoyens pour savoir qui est responsable de la tenure du sol. On a alors conservé les prérogatives des chefs coutumiers tout en mettant en place ces prérogatives, dans une logique de négociation. Les solutions négociées à l'échelle des quartiers n'ont de chance de réussir que si elles sont articulées à des politiques globales et à l'échelle de l'agglomération urbaine. L'exemple le plus éclairant est la gestion de la collecte des déchets faite par des associations, mais aucunes usines de traitement ne viennent chercher ces déchets donc ils sont brûlés ! Donc il faut aller vers l'urbanisme négocié avec politique publique partagée!

III/ LES FORMES D'INSERTION DE L'AFRIQUE DANS LA MONDIALISATION

Prise de parole de Laurent Carroué :

D'une part la permanence des structures multiséculaires et des liens de dépendance et d'autre part des recherches d'autonomie et aussi de l'intervention de nouveaux acteurs comme la Chine. Comment repenser les logiques d'articulation de cycle et de dépendance ? L'Afrique reste souvent dans les considérations de courte durée, conjoncturelles, alors que l'articulation à la géohistoire avec les élèves sur des cycles de longue durée paraissent plus importants.

On a aussi une faiblesse des organisations internes, avec la question de l'éclatement des cohérences territoriales et des projets sociaux et politiques

Aussi on fera le point sur les trafics illicites : il n'y a pas plus grand espace mondialisé que le Sahara

Enfin nous nous interrogerons sur les questions de sécurité et de développement, brûlantes.

Prise de parole de Géraud Magrin :

Les nouveaux partenariats sont indissociables du contexte d'émergence (= dynamique d'affirmation économique et politique dans la mondialisation). Les anciens partenaires sont toujours là dans les échanges commerciaux comme les pays de l'UE. Les exploitations pétrolières ou d'uranium par exemple restent tenues par les anciens pays coloniaux.

A/ Des partenaires variés

Le partenaire ubiquiste nouveau et qui intervient dans tous les secteurs, c'est la **Chine** ! Elle arrive à s'implanter en valorisant les secteurs phare de l'économie où elle a beaucoup de points forts. On retrouve la présence chinoise là où il y a des ressources naturelles à extraire comme dans les pays pétroliers (Nigéria, Soudan, Algérie, Angola) ou dans les pays miniers comme la Zambie, la RDC... mais les investisseurs chinois recherchent surtout aussi des marchés d'infrastructures !

Les facteurs d'implantation de ces marchés chinois ont souvent été comme l'Inde :

- La non-implication dans la politique intérieure, pas d'interventionnisme ou de position sur la démocratie au Congo par exemple à la différence des partenaires occidentaux classiques,
- Package deals : accords globaux qui associent de l'aide publique au développement avec des montages de prêts d'organisme de crédits chinois pour exploiter des ressources naturelles au bénéfice des acteurs chinois. Par exemple d'un côté on va financer des routes, des chemins de fer, des stades et de l'autre, on va avoir des droits d'exploitation qui impliquent des acteurs chinois principalement.

Le 2^{ème} acteur moins visible : **l'Inde**, pays se posant en non-aligné, va se retrouver là où il y a des anciennes diasporas indiennes en Afrique du sud ou orientale notamment. On la retrouve dans des secteurs variés, ils sont forts dans certains secteurs comme l'automobile et les transports en général avec les motos, la fabrication de minibus et les mines avec Mittal ou dans les phosphates ou dans le commerce aussi.

Le **Brésil** est surtout présent dans les pays lusophones en Angola et Mozambique. Il investit dans les points forts du pays : le secteur immobilier, l'agriculture, l'agrobusiness et les agro carburants. Il y exporte des modèles dualistes d'agrobusiness avec des grandes firmes brésiliennes qui s'implantent et en même temps la coopération publique brésilienne qui finance un appui à l'agriculture familiale. Ça se passe donc comme au Brésil : capitaliste et social.

La **Turquie** a un héritage historique de l'Empire Ottoman et un lien avec la communauté musulmane, donc beaucoup d'aides au Maghreb et au Machrek.

On voit aussi des pays comme **Singapour** ou la **Malaisie** très implantée dans l'huile de palme dans le Golfe de Guinée pour trouver moins de contraintes environnementales qu'en Asie du Sud Est.

Enfin il y a **l'Afrique du Sud** et son influence forte dans les pays de langue anglaise avec des chefs de supermarchés sud-africain, dans la sécurité ou dans des réseaux de téléphonie en Afrique.

Enfin le **Maroc** est son investissement récent depuis 2/3ans. En effet on a un discours offensif du Maroc qui découvre que l'Afrique est son hinterland économique. Cela se manifeste par l'adhésion à l'Union Africaine et la demande d'adhésion à la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest en 2017, ainsi que par les investissements privés dans le secteur aérien, dans les banques ou dans les engrais avec par exemple la plus grande entreprise marocaine de l'office chérifien des phosphates. Elle a comme projet un projet ambitieux d'accompagnement d'une révolution verte en Afrique avec des engrais marocains en vente mais novateur en accompagnant des producteurs avec des investissements public et du privé (hybrides) en amont de la production.

B/ Une diversité des acteurs et de nouveaux marchés

On a une diversité des acteurs qui vont de la firme nationale aux pays émergents. On pense à l'implantation de Tata, ou de firmes pétrolières chinoises, de très nombreuses PME : il y aurait 2000 entreprises chinoises en Afrique mais ce chiffre est peu significatif. Implantation de Chinois dans le cadre de grands projets publics et quand les travaux par les Chinois sont finis, ils restent, surtout dans la restauration, qui concurrence parfois.

Ces investissements sont massifs dans les infrastructures surtout dans le domaine ferroviaire. L'aide occidentale n'était pas capable de répondre aussi vite au besoin. Cette ouverture des partenaires permet à l'Afrique de sortir des accords de Bretton Woods néolibéraux à suivre à la lettre. Cela rend possible de nouveaux projets urbains et d'aménagement du territoire maintenant par des financements des pays émergents.

On a aussi une commercialisation de produits à bas coût de Chine et d'Inde disponibles pour les classes moyennes africaines comme les motos, ça change complètement la vie des espaces ruraux reculés. Christian Seignobos a montré cette nouvelle connexion permise par les motos à travers son article « la révolution des motos au Nord Cameroun ». On peut bricoler, on trouve alors des rickshaws qui permettent aussi de connecter des territoires mal desservis.

C/ Les impacts négatifs de ces partenariats

Les impacts négatifs souvent dénoncés sont les packages deals ou contrats favorables aux Chinois mais pas aux Africains pour exploiter les ressources minières !

On considère aussi que les firmes chinoises ont des exigences en matière sociale et environnementales qui sont très inférieures à celles de leurs concurrents occidentaux. On a donc une sorte de course vers le bas de ces acteurs émergents, par exemple la Chine a accepté de financer des barrages comme le barrage de Merowe au Soudan ou en Ethiopie, alors que la Banque mondiale avait refusé de les financer car l'impact sur les déplacements humains était trop grand tout comme l'impact sur l'environnement. Pillage des ressources africaines...

Ces acteurs chinois sont aussi en partie impliqués dans l'économie criminelle ou de pillage qui se développe en Afrique. Prenons le cas de l'économie du Rhinocéros ou de l'Eléphant, mais aussi au Sahel de la commercialisation massive d'ânes car la peau de l'âne pour la médecine chinoise sert à faire des médicaments. Prédation sur les ânes qui servaient plutôt au transport des marchandises... On retrouve ces acteurs aussi dans la corruption minière et les pillages des ressources massives.

Les IDE chinois vont aussi bénéficier des embryons de l'industrie africaine, pour la main d'œuvre peu chère qu'elle représente. Un article américain avait même publié récemment : « Et si l'Ethiopie devenait la Chine de la Chine ? », dans le textile notamment, car marché intérieur important aussi et des infrastructures qui se développent.

IV/ LES ENSEMBLES REGIONAUX

Peut-on imaginer une Afrique de l'Ouest dissociée, entre le Golfe de Guinée et son continuum urbain, son corridor et le Sahelistan qui se décroche ?

L'Afrique de l'Ouest c'est une quinzaine de pays et 350 millions d'hab. On y trouve une majorité de pays pauvres sauf le Maroc et pays à revenus intermédiaires comme le Ghana ou le Nigéria. On peut voir une opposition entre le littoral du sud intérieur, le littoral connecté à l'économie extérieure depuis longtemps et l'intérieur des terres qui sont enclavées. Le Sud a des ressources plus importantes et le nord sahélien est plus exposé à la variabilité environnementale. On retrouve des spécialisations économiques qui se sont mises en place à la lecture coloniale des avantages agro climatiques avec une ceinture du Golfe de Guinée autour d'une économie relativement diversifiée et prospère parce qu'il y a de l'eau ; une zone soudanienne pour la culture cotonnière qui a permis l'intégration dans la mondialisation (pose problème ajd à cause de la variation du cours du coton) ; et enfin en dernier lieu un espace sahélien soumis à la variabilité climatique et victime d'un retournement territorial car le Sahel étaient une charnière commerciale, politique et économique entre l'Afrique méridionale et le monde méditerranéen, et il est devenu une marge dans le cadre de la colonisation et de l'économie moderne qui s'est mise en place par la suite.

La façade du Golfe de Guinée concentre des métropoles de 2d rang (car pas trop de commandants supérieurs), mais elles contribuent par le processus de métropolisation à la dynamique économique de leur pays comme Lagos, Abidjan et Accra. Et puis il y a aussi ce continuum urbain africain le long du littoral.

Dans l'arrière pays, on a des densités démographiques enlevées dans une dorsale du nord Cameroun au Nigéria en position sahélo-soudanienne. Ce sont des espaces pauvres avec des densités démographiques élevées. Ce ne sont pas que des espaces agricoles mais aussi des espaces d'investissements miniers importants : le fer en Mauritanie ou l'Uranium au Niger dès 1970, mais dès 2000/2015 une exploitation de l'or dans des pays connus comme majoritairement agricoles tels le Burkina Faso ou le Mali, ou de pétrole pour le Niger et le Tchad. Cela diversifie le revenu de ces Etats.

Que faire de ces rentes tirées de l'économie extractive ? Déjà il ne s'agit pas de nos jours de compagnies nationales qui contrôlent les investissements miniers comme dans les années 1970. Nous sommes dans un contexte néolibéral avec des étrangers, une rente qui revient à l'Etat et réinvestie dans les grands travaux urbains ou dans le recrutement de jeune dans la fonction publique. On a pu recruter pour l'ajustement structurel grâce à ces rentes mais elles n'ont pas fait diminuer les inégalités sociales, ou la pauvreté, ni créer ou inventer un nouveau modèle d'agriculture familiale modernisée.

On a eu aussi des ruées vers l'or au Sahel récemment dès 2012 au Soudan, Tchad et Mauritanie en 2016. Une partie des jeunes vont se mettent en mouvement (Blaise Cendrars) pour transformer la production d'or en plein désert parfois, à la frontière du Tchad, de la Libye ou de l'Algérie, là où il n'y a pas d'eau et où seuls des camions viennent pour vous en donner.

- Voir la Documentation photographique sur le Sahara pour comprendre la déstabilisation de la zone.
- Voir l'article dans EchoGéo sur les rués vers l'or au Niger par Laurent Ganiol et Emmanuel Grégoire.

C'est une activité contestable mais elle permet de distribuer des ressources pour un très grands nombre de gens, du coup un « laissez faire » s'est installé. Cependant la question se pose, est-ce qu'on doit développer l'exploitation industrielle de l'or qui rapporte à l'Etat ou continuer l'orpaillage qui dégrade l'environnement (cyanure, mercure...) et offre des conditions de travail très dures et véhicule le banditisme mais qui permet à des masses de jeunes et d'aventuriers de ne pas tomber dans le terrorisme ou la rébellion en leur distribuant de l'argent.

La table ronde n'a pas pu être achevée car elle était ambitieuse, et Alain Dubresson propose alors de mettre ce qui n'a pas pu être dit sur l'Afrique Australe et Orientale sur le site.

Compte-rendu réalisé par Pauline ELIOT, enseignante au Lycée Jean de Pange à Sarreguemines, pour la communauté des Clionautes

Ce compte-rendu est accompagné d'un enregistrement vocal de la conférence en format mp3 si vous voulez l'écouter dans votre voiture par exemple après l'avoir mis sur clé USB...

